

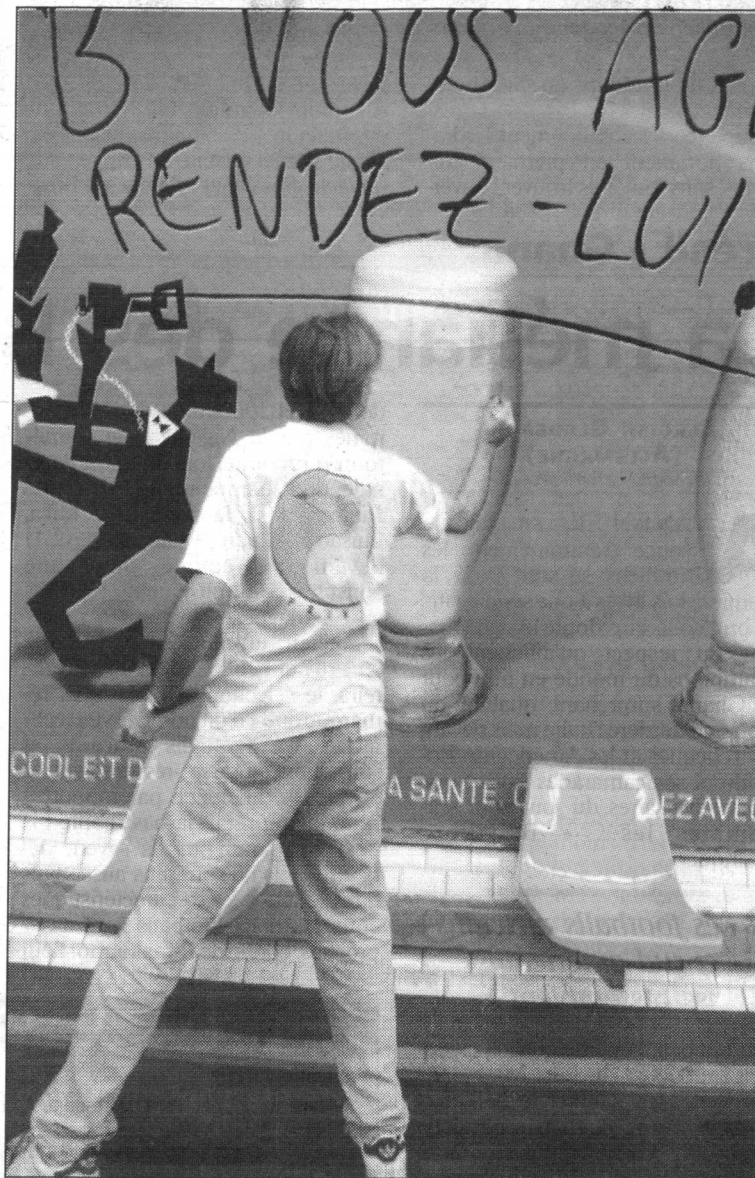
Procès

Les antipub défient la justice

FAIT INHABITUEL dans un procès, les deux prévenus qui vont comparaître cet après-midi devant le tribunal correctionnel de Montpellier ont hâte d'y être. « Je brûle d'impatience », affirme même Geoffroy Maguet, 29 ans, l'un des deux mis en cause. Avec son camarade Jean-François Lenoir, comme lui membre du collectif des Déboulonneurs, il est poursuivi pour « dégradation de biens en réunion » — la même faute retenue contre les faucheurs d'OGM — et risque théoriquement une peine de cinq ans de prison et 75 000 € d'amende. Le 25 février, ces militants antipub achamés ont barbouillé un panneau publicitaire. Actifs dans plusieurs villes de France, les Déboulonneurs ont pour objectif de « lutter contre le harcèlement publicitaire et remettre la publicité à sa place », selon les explications de David Sterboul, membre du collectif parisien. « Notre combat se focalise sur l'affichage publicitaire car c'est le seul auquel on ne peut pas se soustraire. Nous demandons à ce que sa surface revienne à des proportions raisonnables, soit 50 x 70 cm qui est la superficie pratiquée pour l'affichage associatif à Paris », poursuit-il.

Le sourire complice de passagers

Pour parvenir à leurs fins, les Déboulonneurs organisent des opérations à grand renfort de... publicité. La dernière s'est déroulée vendredi sur les Champs-Élysées à Paris. « Nous prôtons la désobéissance civile non violente car les actions légales n'ont pas marché », détaille David Sterboul. Pour alerter les pouvoirs publics, les militants vont jusqu'à rechercher le procès, d'où la satisfaction de Geoffroy Maguet, l'un des prévenus de



PARIS, SAMEDI SOIR. Dans une station de métro, un activiste écrit sur une affiche « La pub vous agresse ? Rendez-lui ! ». (LP/OLIVIER CORSAN.)

Montpellier. « C'était notre première opération et nous passons déjà devant la justice », se réjouit-il.

Encore confidentielle, la mouvance antipub n'en est pas moins très active. A Paris, ils sont un petit groupe à organiser des actions clandestines chaque semaine. Contrairement aux Déboulonneurs, ces activistes-là préfèrent de discrètes actions dans le métro. Samedi soir, informés grâce à Internet et au bouche-à-oreille, ils étaient neuf à se retrouver station Invalides. Dès l'entrée dans une rame, les antipub passent à l'action, en silence. A l'aide d'un ouvre-boîtes, un militant débloque un panneau : l'affiche se retrouve à terre, prestement remplacée par un tract : « Tous les jours, je lave mon cerveau avec la publicité ». Interloqués au début, les passagers affichent un sourire plutôt complice envers les militants.

Les grandes manœuvres commencent vraiment sur le quai de la station la Tour-Maubourg. Tracés au marqueur ou à la bombe, les slogans fusent : « La pub vous agresse ? Rendez-lui ! », « Pub partout, info nulle part », « Société toxique ». Parfois, les messages s'adaptent aux affiches : « Femmes victimes de la publicité. Résistance ! » écrit un activiste sur une femme dénudée vantant les mérites d'un grand magasin. A 23 heures, l'opération coup de poing est finie.

PDG de Publicis, le numéro 4 mondial de la publicité, Maurice Lévy affirme « tenir compte » des messages des opposants. « C'est tout à fait respectable de contester la publicité et ses effets, assure le grand patron. Mais c'est de l'inconscience que de détériorer un bien. La publicité est une activité respectable et c'est faire peser un risque sur elle que de bousiller les campagnes. »

TIMOTHÉE BOUTRY